

Au total, La CSU présente très peu de risques politiques, réputationnels et financiers. Elle ne peut que bénéficier à la Présidence de la République.

Pourquoi la Présidence de la République gagnerait-elle à exercer un véritable leadership

en matière de Couverture Santé Universelle (CSU) ?



Parce que la CSU fait partie intégrante de l'Initiative Émergence Madagascar (IEM)

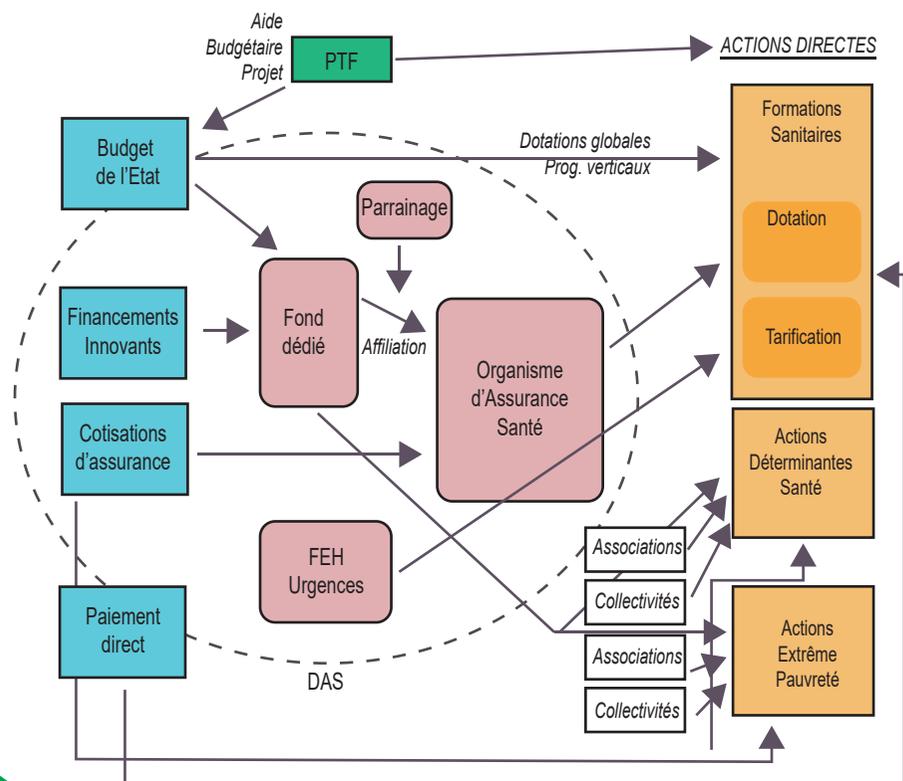
La CSU contribue à l'amélioration du bien-être humain : elle garantit à l'ensemble de la population, l'accès à des services de santé essentiels de qualité.

La CSU constitue un investissement public efficient en ressources : des enfants ayant pu accéder à des services de santé préventif et curatifs de qualité pourront davantage contribuer au développement du pays.

CSU



Schéma du système malgache de financement de la santé (SN-CSU 2015) :



Exemples étrangers de leadership présidentiel en matière de CSU :

Sénégal :
Expérience de plus de 30 ans accumulée en gestion communautaire des mutuelles de santé (Fandène 1989), puis extension progressive des dispositifs de gratuité pour les personnes vulnérables (femmes enceintes, enfants de moins de 5 ans, senior, pvv) et forte volonté présidentielle de lancement effectif de la CSU qui aboutira à la création de l'Agence Couverture Maladie Universelle en 2015.

Ghana :
La volonté de mettre en place au Ghana un Programme national d'assurance en santé (The National Health Insurance Scheme - NHIS) est le fait de l'ancien Président, John Kufuor, qui a souhaité mettre fin à toute forme de prépaiement, en particulier lié au cash and carry system. Le leadership présidentiel conduit en 2003 à l'adoption de la loi portant protection financière en santé au Ghana, et à l'instauration de l'Autorité Ghanéenne nationale d'Assurance en Santé (Ghana National Health Insurance Authority).





Parce que la CSU est à même de renforcer considérablement **l'image politique** du Président et sa visibilité internationale

La CSU est une mesure populaire :

- elle a vocation à protéger les 90% de la population non couverts par une assurance en santé (secteur informel et plus démunis)
- elle permet l'équité et l'universalité des droits, grâce à la solidarité nationale, conformément à la Constitution malagasy.

La CSU fait l'unanimité :

- **Au niveau national** : elle est appuyée par les ONGs et la société civile, par tous les médias, et n'a pas de détracteurs connus.
- **Au niveau international** : elle est appuyée par tous les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), et par l'ensemble de la communauté internationale (Nations Unies).



La CSU augmente **l'autorité**, **le prestige**, et la **crédibilité** du Président : La CSU a vocation à être mise en œuvre par la Loi qui :

- Protège la population sur le long terme
- Garantit la continuité de l'action de l'État
- Renforce et simplifie le cadre institutionnel national
- Jette les bases d'un modèle inédit de gouvernance en santé (grâce à la mise en place d'un fonds dédié à l'assemblage de flux financiers pour l'affiliation des plus vulnérables à côté d'une CNSS fonctionnelle, transparente et redevable)



La CSU a vocation à être financée grâce à une véritable Stratégie de Financement qui :

- Vise à réduire la dépendance extérieure (72% du financement) sur le long terme et à permettre l'autonomie financière
- Bénéficie des financements des PTFs à court et moyen termes (la CSU permet une plus grande attractivité)
- Prévoit des mesures comportementales (indicateurs de performance financière, études de coûts préalables, achats stratégiques, taxes de santé publique sur les véhicules polluants etc.)
- Permet une réponse adéquate aux pandémies : sécurité sanitaire et préparation aux pandémies font partie intégrante de la mise en place progressive de la CSU.